

Taxe d'accise—Loi

Messieurs

Herbert	MacGuigan	Reid
Holt (M ^{me})	Maine	Richardson
Hopkins	Marceau	Roberts
Isabelle	Marchand	Robinson
Jamieson	(Kamloops-Cariboo)	Roy
Kaplan	Martin	(Timmins)
Lachance	McRae	Roy
Lalonde	Milne	(Laval)
Lang	Morin (M ^{me})	Sauvé (M ^{me})
Laniel	Munro	Sharp
Lapointe	(Hamilton-Est)	Smith
Leblanc	Nicholson (M ^{lle})	(Saint-Jean)
(Laurier)	O'Connell	Stanbury
LeBlanc	Ouellet	Stewart
(Westmorland-Kent)	Parent	(Cochrane)
Lee	Pelletier	Stollery
Lefebvre	(Hochelaga)	Tessier
Loiselle	Pelletier	Trudeau
(Chambly)	(Sherbrooke)	Turner
Loiselle	Penner	(London-Est)
(Saint-Henri)	Philbrook	Turner
Lumley	Pinard	(Ottawa-Carleton)
MacDonald	Portance	Watson
(Cardigan)	Poulin	Whelan
MacEachen	Prud'homme	Yanakis
MacFarlane	Railton	Young—116.

● (1750)

M. l'Orateur: Je déclare donc la motion rejetée.
(La motion de M. Broadbent est rejetée.)

* * *

[Français]

MESSAGE DU SÉNAT

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire savoir à la Chambre que le Sénat a transmis un message pour l'informer qu'il a adopté le bill S-28, intitulé Loi concernant la Légion royale canadienne, qu'il soumet à l'assentiment de la Chambre.

Comme il est 6 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 8 heures.

(La séance est suspendue à 5 h 56.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI SUR LA TAXE D'ACCISE

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Turner (Ottawa-Carleton): Que le bill C-66, tendant à modifier la loi sur la taxe d'accise, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité plénier, et de l'amendement de M. Stanfield (p. 7416).

M. J. R. Ellis (Hastings): Monsieur l'Orateur, juste avant le dîner, j'ai abordé l'écart entre la taxe de 10 cents et la hausse du prix du pétrole qui a été portée de \$6.50 à \$8 le baril. Ce que je veux souligner, c'est que les gens de l'Ontario n'auraient probablement pas jeté les hauts cris et ne se seraient pas tellement plaints si la hausse ne découlait pas uniquement de la hausse par baril.

[L'Orateur suppléant (M^{me} Morin).]

Mon ami, à gauche, le député de Waterloo-Cambridge (M. Saltsman), a, il y a un jour ou deux, exposé avec force détails comment l'Ontario, par suite de la politique nationale du pétrole, avait, depuis des années, payé un prix plus élevé pour le pétrole et les produits du pétrole. D'après ses calculs, l'Ontario aurait versé environ 5 milliards de dollars. Comme mon ami l'a signalé, les Ontariens n'ont pas jeté de hauts cris parce qu'ils avaient compris que notre responsabilité devait être, d'abord, de servir l'intérêt du Canada et sachant que cette politique était bonne pour tout le Canada, nous avons alors payé le prix plus élevé, et cela pendant 11 ans.

En ouvrant le débat, le ministre des Finances (M. Turner) a critiqué le gouvernement de l'Ontario et surtout le premier ministre de l'Ontario, comme en fait foi le hansard à la page 7411. Voici ce qu'il a dit:

Par contre, en bloquant le prix du pétrole en Ontario, le gouvernement ontarien crée une situation impossible pour un million de consommateurs de l'Est de l'Ontario qui ne s'approvisionnent pas aux raffineries ontariennes. Le gouvernement ontarien semble également s'opposer au prix unique pour l'ensemble du Canada, et cette attitude aura probablement des répercussions dans d'autres provinces.

Il n'y a qu'un mot pour qualifier ce genre de discours: absurde.

Les ministériels de l'arrière-ban se rappelleront peut-être que le gouvernement de l'Ontario a imposé une taxe de 7 p. 100 sur le mazout il y a quelques mois. Ils se rappelleront que les ministériels de l'arrière-ban de l'Assemblée législative de l'Ontario avaient déclaré presque à l'unanimité que cette taxe était désavantageuse pour les Ontariens et inopportune. Après avoir réfléchi à la question, le gouvernement de l'Ontario, le cabinet, le premier ministre et le ministre en cause ont eu le courage de revenir sur leur décision parce qu'ils ont finalement convenu que le moment était mal choisi pour imposer la taxe. Maintenant, le gouvernement du Canada, le ministre fédéral des Finances et le premier ministre (M. Trudeau) veulent imposer une taxe de 10c. sur l'essence et aucun ministériel n'a le courage de s'y opposer. Je sais que les électeurs de leur circonscription sont mécontents. Je suis convaincu que tous les députés sans exception ont reçu une lettre disant qu'on ne devrait pas imposer cette taxe.

M. Herbert: Pas moi, en tout cas.

M. Ellis: Je suis convaincu que leurs électeurs ne sont pas d'accord avec la taxe. Le ministre provincial des Finances a déclaré que les Ontariens s'y opposeraient. Les provinces ont payé la facture pendant longtemps et elles en ont assez, il ne faut pas exagérer. A mon avis, le blocage imposé par l'Ontario est la seule mesure à prendre. Elle serait inutile si le cabinet avait le courage de reconnaître son erreur flagrante et de supprimer la taxe.

Le ministre des Finances a aussi cité les paroles du ministre de l'Énergie de l'Ontario et j'aimerais lire cette citation, consignée à la page 7412 du hansard et qui fait partie du discours prononcé par le ministre des Finances dans le cadre du débat sur la loi sur la taxe d'accise. Voici ce que le ministre provincial de l'Énergie a déclaré:

Nous devons tous nous rendre de plus en plus à l'évidence que l'énergie est trop rare, trop onéreuse et trop précieuse pour la gaspiller. Bien plus, je dirai que si en tant que communauté mondiale—et en particulier le monde industrialisé nous ne réussissons pas à adapter notre consommation d'énergie et à accepter le changement de style de vie qui est peut-être implicite, des changements de style de vie nous seront immanquablement imposés dans une décennie ou deux. Et il est possible que nous aimions moins ces changements que l'autre solution qui s'offre encore à nous.